



Le jeudi 22 mars dans la Somme, **TOUS ENSEMBLE, en GREVE et à la MANIFESTATION**

Pour la défense et l'amélioration des services publics, contre les dégradations et tout risque de privatisations,

Pour le respect des usagers, de l'intérêt général et des missions publiques,

Pour des agents publics respectés, NON aux pertes de salaires et aux suppressions d'emplois, NON à la remise en cause du statut !

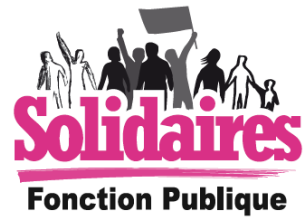
Extrait de l'appel unitaire national :

« Parce que la fonction publique est garante de l'intérêt général au service de la cohésion sociale, parce que les moyens existent pour mettre en œuvre des orientations de progrès social pour tous, **les organisations syndicales CFTC - CGC – CGT - FAFP – FO – FSU - Solidaires**, constatant que leurs positions ne sont pas entendues et que leurs propositions ne sont pas prises en compte, appellent tout.es les agent.es des trois versants de la fonction publique à une journée d'action, de grève et de manifestation :

Les revendications unitaires :

- Une négociation salariale immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies et l'augmentation du pouvoir d'achat ;
- L'arrêt des suppressions d'emplois et les créations statutaires dans les nombreux services qui en ont besoin et non un plan destiné à accompagner de nouvelles et massives suppressions ;
- Un nouveau plan de titularisation des contractuel.les, de nouvelles mesures pour combattre la précarité et non pour favoriser son extension comme le préconise le gouvernement ;
- Des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle ;
- L'abrogation du jour de carence ;
- La défense et la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers. »

Le jeudi 22 mars, TOUS ENSEMBLE dans la Somme
Manifestation à AMIENS – 14 h EHPAD St Victor – 354 Bd Beauvillé



Le jeudi 22 mars, dans la Somme en GREVE et à la MANIFESTATION

Le monologue social du gouvernement

Les pseudo discussions ouvertes par le gouvernement concernant l'évolution future des missions publiques et donc des services publics sont biaisées d'entrée de jeu. Le Premier ministre, Edouard Philippe, l'a indiqué dans sa lettre de cadrage, l'objectif est d'atteindre un objectif élevé de réduction de la dépense publique. **Et le gouvernement ne s'interdit aucune piste de (contre) réformes : privatisation et réduction du périmètre des missions publiques notamment.**

Sans qu'il n'y ait eu de réelles négociations préalables, le comité interministériel de la transformation publique, réuni le 1^{er} février dernier, a donné lieu à des annonces gouvernementales très alarmantes pour les conditions de travail des agents publics et donc pour l'avenir des services publics : **1 - recours accru aux contrats** plutôt qu'au statut (même si 20% des 5,4 millions agents publics aujourd'hui sont déjà des contractuels dont la situation n'a pourtant rien d'enviable) ; **2 - Salaire au mérite** (alors que la prime de fonction et de résultat a été abandonnée récemment à l'interministériel) et développement d'un management fondé sur une individualisation des carrières, au détriment notamment des droits collectifs en matière d'avancement et de rémunération ; **3 « Révision » des instances de dialogue social ;**

Détricoter notre modèle social en détricotant les services publics

Réduire le service public et ses agents à la satisfaction de l'économie financiarisée est inacceptable. Le gouvernement a promis de réduire la part des dépenses publiques du produit intérieur brut (PIB) de plusieurs dizaines de milliards d'euros. Pour cela, il se lance dans une communication indiquant que son objectif principal est « la modernisation des services publics ». **Rien n'est plus faux en vérité !** Cette « modernisation » affichée n'est qu'un élément de langage qui présente le recul de la présence des services publics sur les territoires et la précarisation de leurs agents comme un progrès social alors qu'il n'en est rien. **C'est le même argument qui est utilisé contre le statut des cheminots et pour transformer la SNCF en société anonyme.**

Un immense plan social de 120 000 emplois et la précarité comme horizon ?

Vouloir supprimer 120 000 emplois sur 5 ans dans la fonction publique avec la numérisation comme argument ajoute du mépris à l'affront qui est fait aux agents publics qui oeuvrent chaque jour au service du public. Avec un taux de chômage à 9,4% de la population active et près de 3,5 millions de personnes qui cherchent un emploi, **gageons que le gouvernement trouvera les mots pour justifier à l'opinion publique la suppression dans le pays de 120 000 postes de travail !**

Le jeudi 22 mars, TOUS ENSEMBLE dans la Somme Manifestation à AMIENS – 14 h EHPAD St Victor – 354 Bd Beauvillé

A l'inverse, les mobilisations des agents publics de ces dernières semaines ont montré combien l'objectif de modernisation et d'amélioration des services publics nécessitait de renforcer leurs moyens d'action : dans les écoles, collèges, lycées de la Somme, dans les établissements publics d'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD)...

C'est pourquoi l'intersyndicale a décidé de faire partir la manifestation de l'EHPAD St Victor (CHU d'Amiens-Picardie) au 354 Bd Beauvillé. Elle transitera ensuite par le rectorat, la gare SNCF, l'école de Beauvais pour finir devant la Mairie d'Amiens.